

Tarifs hospitaliers 2026 : zéro. Où est le respect de la Représentation nationale ?

Paris, le 23 décembre 2025

Alors que les parlementaires se sont battus pendant des semaines pour sanctuariser une augmentation de l'ONDAM établissements de santé à hauteur de +2,7 % hors CNRACL, grâce à un abondement de 850 millions d'euros accordé par le Gouvernement, nous venons d'apprendre que ce même Gouvernement a fait le choix de maintenir les tarifs hospitaliers à zéro évolution en 2026.

Ces arbitrages paradoxaux sont absolument incompréhensibles et ne respectent pas les engagements pris et les décisions votées.

Au-delà de ce choix tarifaire, les établissements de santé font aujourd'hui face à une double peine : l'absence totale de revalorisation des tarifs en 2026 s'accompagne de la perspective d'un gel, dès le début de l'année, des dotations pourtant prévues pour financer les mesures nouvelles. Tout ceci met à bas l'affichage d'un soutien des établissements de santé.

Un plan d'économies déguisé, sans réforme de fond

Fixer les tarifs à 0 %, dans un contexte de **sous-financement historique de l'inflation**, de **reprise d'activité** et de **tensions majeures en ressources humaines**, revient sans l'assumer, à imposer un **plan d'économies massif**.

Aucune mesure d'efficience, permettant de faire des économies de long terme tout en améliorant la qualité des prises en charge des patients, n'a été mise en œuvre, malgré les recommandations multiples formulées ces derniers mois.

Pire : **644 millions d'euros d'économies non structurantes** sont intégrées dans la construction tarifaire. Et les dotations prévues pour les mesures nouvelles 2026 pourraient être **gelées dès le début de l'année**.

Soigner plus, avec moins de moyens, sans visibilité ni transformation

Les conséquences de cette décision seront **graves, directes et durables** : les établissements ne pourront maintenir leur niveau d'activité, et l'**accès aux soins s'en trouvera fragilisé**.

Certaines spécialités **prioritaires**, qui devraient constituer de vraies **priorités de santé publique**, telles que la **cancérologie**, la **cardiologie**, la **pédiatrie** et la **chirurgie lourde**

en font d'ores et déjà les frais. Pour la première fois, les financements liés à **l'accès à l'innovation thérapeutique** sont revus à la baisse, illustrant une orientation préoccupante.

La **psychiatrie**, quant à elle, ne bénéficie toujours pas d'un financement à la hauteur des enjeux, alors même qu'elle a été désignée **Grande Cause nationale**. Ce décalage entre les discours et les moyens alloués est trop flagrant pour ne pas interroger sur la volonté réelle de transformation.

Un appel à la responsabilité et à la vision de long terme

Encore et toujours, nous continuons subir des décisions unilatérales et sans aucune vision de santé publique.

La **pluriannualité** votée en annexe du PLFSS 2026 par les parlementaires doit désormais se **traduire en actes** pour offrir un cadre de projection, de stabilité et d'investissement. Elle fait l'unanimité et pourtant, rien ne se passe.

Pour 2026, les fédérations hospitalières appellent le Gouvernement à **un changement radical de méthode**, fondé sur **un cadre de confiance**, et à **engager un dialogue responsable** sur l'avenir du système de santé. Personne ne peut se permettre que 2026 ne soit pas une année pleinement utile pour la santé des citoyens. Pour ce faire, **la campagne tarifaire 2026 doit être rapidement revue et ne peut être en deçà de 1%.**